

# le prolétaire

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

AVRIL 1968 — 6<sup>ème</sup> ANNEE — N° 53

Le numéro : 0,50 F — 5 F.B.

Abonnement annuel ... 5 F. 50 F.B.  
Abonnement de soutien 10 F. 100 F.B.

Le Prolétaire  
B.P. 375 - Marseille - Colbert ou B.P. 40 Paris (14<sup>e</sup>)  
C.C.P. 2202-22 - Marseille

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI

\* La revendication de la ligne qui va du Manifeste communiste à la révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste;

\* La lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance;

\* La tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

## Le P.C.F. et les problèmes de notre temps

C'est sous ce titre que M. Waldeck Rochet a prononcé, le 10 janvier 1968, un discours à l'assemblée des « communistes » parisiens (voir France Nouvelle du 17 janvier 1968), discours dans lequel, « en tenant compte des conditions nouvelles de notre époque », il expose tant le programme immédiat du P.C.F. que sa vision du « passage au socialisme ».

Vers la fin de sa vie, à l'époque pourtant la plus glorieuse de la II<sup>e</sup> internationale, Engels a combattu au sein des partis socialistes (ou social-démocrates) une dangereuse tendance à « couper la poire en deux » : la théorie marxiste, l'ensemble du programme révolutionnaire, devenant de plus en plus un sujet pour « sermons dominicaux » coupés de l'activité quotidienne axée exclusivement sur les réformes, les « revendications réalistes » adaptées aux « possibilités concrètes ». Après la mort d'Engels, cette coupure entre la doctrine révolutionnaire affirmée le dimanche et l'action réformiste menée toute la semaine, entre le « programme maximum » et le « programme minimum », comme on disait alors, est allée en s'approfondissant. Comment une telle évolution était-elle possible, et quelle était sa signification ?

Elle était possible parce que cette époque, de l'écrasement de la Commune à la première décennie du siècle, était celle où le capitalisme européen s'est lancé à la conquête du monde. Alors qu'au début des temps modernes, la bourgeoisie naissante avait simplement pillé les autres continents, maintenant que son mode de production était bien installé, elle soumettait le monde entier à son exploitation économique. Au cours de cette période d'expansion mondiale, la bourgeoisie pouvait effectivement accorder aux ouvriers des puissances capitalistes une amélioration graduelle : les réformes étaient possibles.

Elles étaient non seulement possibles, mais même dans un sens utiles à la bourgeoisie : en concédant aux ouvriers les miettes de l'expansion et du festin colonial, on pouvait faire naître l'illusion d'une amélioration continue et progressive, et finalement d'un « passage graduel » au socialisme. Cela ne signifie pas que le fait d'arracher des concessions à la bourgeoisie était en soi contre-révolutionnaire ; mais cela explique l'ambiguïté fondamentale de la II<sup>e</sup> Internationale et la façon dont elle a dégénéré : elle a pu devenir progressivement un parti bourgeois tout en conservant intacte une grande partie de la doctrine marxiste ; elle pouvait garder cette doctrine en la transformant progressivement en façade creuse ; elle pouvait dégénérer en

fait, sans renier la théorie marxiste du capitalisme et du socialisme. Le seul point sur lequel elle ait faibli est celui du passage de l'un à l'autre ; encore a-t-elle péché « par omission » plutôt que « par révision » : si elle a « mis la dictature du prolétariat, these centrale de Marx, sous le boisseau » (Lénine), elle n'a jamais accepté les théories ouvertement réformistes des Bernsteins et autres.

Jusqu'à la veille de la guerre de 1914, la II<sup>e</sup> Internationale est restée dans cet « équilibre métastable » où théorie et praxis divergeaient, et aucune des fractions révolutionnaires qui luttaient en son sein, pas même Lénine, ne s'était rendu compte à quel point le divorce entre les discours et résolutions des congrès et la nature réelle du parti était devenu profond et irremédiable.

Le choc de la guerre impérialiste détruit ce faux équilibre. A l'épreuve de la réalité, théorie et praxis s'alignent brusquement : la II<sup>e</sup> Internationale passe ouvertement

Et, pour une fois, nous devons concéder au P.C.F. que notre époque présente effectivement des « conditions nouvelles » et qu'il en tient le plus réaliste compte. Mais pour voir en quoi les conditions sont nouvelles et de quelle façon le P.C.F. en tient compte, il est instructif de comparer ses positions à celles de la vieille social-démocratie.

dans le camp bourgeois ; de leur côté, les fractions révolutionnaires travaillent à la constitution d'une nouvelle internationale qui unira indissolublement la théorie et la praxis révolutionnaire.

\*\*

Nous ne pouvons nous étendre ici sur les causes qui ont produit par la suite la dégénérescence de l'Internationale Communiste, et qui découlent de la défaite de la poussée révolutionnaire en Europe et de l'isolement de la révolution dans la Russie pré-capitaliste. Ce que nous voulons souligner, c'est la façon dont cette dégénérescence s'est manifestée. Contrairement à la II<sup>e</sup>, la III<sup>e</sup> Internationale ne pouvait pas pourrir discrètement, derrière une façade théorique marxiste un peu fissurée, mais grosso modo entière. Elle ne pouvait dégénérer qu'en bloc, en théorie aussi bien qu'en pratique, elle devait renier d'emblée toute la doctrine marxiste. Ceci pour plusieurs raisons.

(Suite en page 4)

## LA PETITE PHRASE DE LA GRANDE GAUCHE

« Les deux formations sont d'accord pour examiner en commun les mesures à prendre pour faire échec aux tentatives de toute nature visant à empêcher un gouvernement de gauche de mettre en œuvre son programme ».

Cette « petite phrase », comme titre l'éditorial de L'Humanité Dimanche, a fait couler beaucoup d'encre : d'aucuns y voient l'ombre de la dictature, mais Roland Salini flétrit cette interprétation en clamant bien fort que rien n'est plus étranger à l'esprit des « communistes » du P.C.F. que l'idée de dictature. Précieux aveu de l'abandon (déjà lointain) de la dictature du prolétariat. Cependant, la nature de la dictature dépend de qui l'exerce ; or, si nous suivons Roland Salini, on peut penser qu'il s'agit une fois de plus d'une dictature politique contre le prolétariat. En effet : « la participation des communistes au gouvernement (...) serait le signe d'une coopération loyale et prolongée avec le peuple dont on pressent qu'elle est la chance majeure du pays ». Ce qui, en clair, veut dire que ce peuple dont on demande la coopération n'aura pas le pouvoir et donc que la domination bourgeoise et son instrument, l'Etat, demeureront en place. Dès lors quelle est la force sociale susceptible « d'empêcher la mise en œuvre du programme de la gauche » ? Pas la bourgeoisie, en tout cas, dont on conçoit mal qu'elle ajoute aux difficultés de ses propres labrins. Alors qui, si ce n'est le prolétariat se trouvant dans une situation aggravée par la crise économique (condition du relais « communiste » à la domination directe de la bourgeoisie). Cette « petite phrase » n'annonce-t-elle pas la politique « sociale » classique des pseudo-communistes quand la bourgeoisie leur cède le pouvoir ? N'est-ce pas ces mêmes traîtres qui décrétèrent le principe selon lequel dès qu'ils sont au gouvernement toute agitation ouvrière devient alors provocation fasciste et doit être réprimée ?

OUI il y a tout cela dans cette « petite phrase », mais ce n'est pas elle ni aucune garantie institutionnelle qui permettra aux renégats d'échapper au sort que leur réserve la révolution sociale.

## La banqueroute du réformisme travailliste

En 1964, lorsqu'ils accédèrent au pouvoir, les travaillistes anglais promirent à l'Angleterre des lendemains qui chantent. Reprenant les thèmes de leur campagne électorale, ils déclarèrent « vouloir construire la Grande-Bretagne de l'an 2000 », c'est-à-dire préparer le pays à une nouvelle révolution industrielle, rendre l'économie anglaise compétitive sur les marchés internationaux, redresser la balance des paiements, en

En fait, derrière ce rideau de fumée, la ligne politique du gouvernement dit « socialiste » devait être celle-là même des Tories, comme de tout gouvernement en proie à des difficultés économiques : peser sur les salaires, restreindre la consommation des couches ouvrières, refuser toute augmentation des salaires, emprisonner les syndicats. Par ailleurs, sur un total sollicité et obtenu de plus de 2.894 millions de livres de prêts étrangers entre 1956 et 1967, pas moins de 2070 millions de livres l'ont été entre 1964 et 1967, c'est-à-dire sous le gouvernement travailliste (depuis la dévaluation, le Royaume-Uni a encore négocié et obtenu

d'autres prêts pour 3 milliards de dollars).

En 1964, dans l'ivresse de leur victoire électorale, les travaillistes créèrent un ministère de la Technologie, chargé de la planification nationale ; voyons les résultats. A grands renforts de trompettes, la politique des revenus est lancée en 1965, mais Wilson déclare que les augmentations de salaires ne pourront pas être supérieures à celles accoutumées directement de la productivité du travail et invite « chacun », (c'est-à-dire les ouvriers), à « retrousser les manches » et à se sacrifier pour la patrie. Dans le discours historique de Swansea, le 4 février 1967, il déclare : « Ni au jour d'hui, ni jamais, nous ne permettrons que les revenus » (voilà le langage du bourgeois : « pas de salaires, mais des revenus) excèdent la productivité ; une politique stricte en matière » de revenus liés à la productivité est une loi inexorable des économies modernes, qu'il s'agisse » de l'U.R.S.S. ou des Etats-Unis ». Si l'on dépouille ces affirmations de leur aspect démagogique, on voit que la politique des revenus tend, d'une part, à agir sur les salaires ouvriers pour dégager la marge d'investissement nécessaire afin de régénérer les structures productives nationales, de l'autre à intégrer pleinement les syndicats dans le système, à les réduire totalement au rôle d'appendice de l'Etat, à priver donc les ouvriers d'un quelconque organe de lutte, même au simple niveau économique. Le désir de Wilson, comme de tout bon social-traître, est de pouvoir dire qu'il n'y a plus d'ouvriers, mais seulement des Anglais. En un mot, la politique de défense de la livre et la relance de l'économie est faite sur le dos du prolétariat britannique.

déficit depuis des années, et enfin écarter toutes les menaces qui pesaient depuis longtemps sur la livre sterling. Ce « cours nouveau » allait, selon eux, changer la face des choses : les conservateurs n'avaient pas pu gouverner ; incapables d'insuffler un nouvel oxygène à l'économie anglaise, depuis trop longtemps stagnante, ils avaient mené une politique à la petite semaine.

Novembre 1967 : c'est la dévaluation de la livre, et il faut donc une politique d'austérité renforcée ! On ne peut imaginer faillite plus spectaculaire. La politique des revenus, enfant gâté de tout réformisme, s'écroule dans le ridicule. On a décrit, expliqué et commenté sous tous ses aspects, vanté enfin l'expérience anglaise, dont on a dit qu'elle était la seule politique capable de contrôler la société complexe de la deuxième révolution industrielle. On a dit que la réalité socio-économique n'allait plus être mesurée avec de vieux critères, que des instruments nouveaux étaient indispensables, que les catégories productives, les syndicats devaient s'adapter à la réalité nouvelle. Et voilà, au contraire, qu'un fantôme du passé vient tout remettre en question : la crise monétaire, la vieille menace contenue au sein du Capital surgit pour faucher les illusions mercantiles du monde capitaliste.

C'est alors que le vieux renard reprend la parole : « Nous sommes une nation fière. Tout » maintenant dépend de nous. Ce » la signifie que nous devons placer les intérêts de la Grande-Bretagne au-dessus de tout. La » hausse des prix sera limitée aux » produits importés. (Il ne dit pas » que l'Angleterre importe presque tous ses produits alimentaires. Le peuple ne tolérera pas » que des négociants procèdent à des augmentations de prix injustifiées. Nous veillerons et » nous utiliserons, si nécessaire, » les pouvoirs dont nous disposons » par la loi sur les prix et les salaires. Ceux qui, par paresse ou » par égoïsme, par des grèves illégales, gaspillent le travail d'autrui, mettent en péril le droit au » travail de tout notre peuple ».

Ce vieux fourbe connaît bien la corde sensible à toucher, c'est celle du nationalisme des boutiquiers ; mais les menaces s'adressent aux ouvriers qui oseront entrer en lutte, aux prolétaires qui, après la faillite de la politique des revenus, s'entendent dire... qu'elle continue. Et en un sens elle continue bien : dans les périodes de crise, le Capital ne peut survivre qu'en augmentant l'exploitation de la classe ouvrière, qu'en accroissant la productivité du travail tout en diminuant la part réservée aux salaires. Voilà le contenu réel de la politique travailliste des revenus, qui est inhérente au Capital lui-même. Les conséquences les plus sérieuses de la dévaluation anglaise doivent retomber sur le prolétariat anglais et international. Comme le déclarait J. Callaghan, chancelier de l'Echiquier : « Il est essentiel qu'à la hausse des prix, inévitable hélas, ne correspondent pas des mouvements appréciables de revendications de salaires, parce qu'ils signifieraient que les coûts de production dans » l'industrie une fois de plus aug-

(Suite en page 2)

## Emulation socialiste ou concurrence capitaliste ?

La « mauvaise humeur » roumaine à la conférence des partis communistes, la « tempête politique » tchéque, confirment éloquemment notre position sur la nature du bloc dit socialiste.

En bons « marxistes », les P.C., russe et français en particulier, nous offrent une explication « idéologique » de cet effritement en négligeant ses fondements économiques. Car aborder le problème sous cet angle mettrait en évidence la concurrence acharnée que se livrent ces économies nationales, c'est-à-dire capitalistes.

Un exemple entre autres : la petite Roumanie a vu son

pétrole privé du débouché vital que lui offrait la R.D.A. par la concurrence « déloyale » du voisin russe.

Moscou ne respecte plus la division du travail établie par elle, non pas en raison de conflits « idéologiques », mais bien de conflits de marchés.

Le développement de l'U.R.S.S. a atteint un stade qui se satisfait plus de la semi-autarcie stalinienne, or, la désagrégation survient précisément au moment où investir, exporter sont le « Credo » nécessaire de l'impérialisme russe.

**PERMANENCES**  
A  
**MARSEILLE**  
le jeudi 14 mars  
et  
le vendredi 22 mars  
de 17 h. 30 à 19 h. 30  
au siège du journal  
7, cours d'Estienne d'Orves  
(4<sup>e</sup> étage)  
**LECTEURS ET SYMPATHISANTS PEUVENT Y PRENDRE CONTACT AVEC NOUS.**

# L'opposition algérienne ou l'impasse du « socialisme national »

Cent trente-deux ans de sujétion coloniale, 30.000 morts à Sétif en 1946, sept ans et demi d'une guerre civile qui a fait un million et demi de morts, les ratonnades, les ghettos de la métropole, la faim, l'analphabétisme, les ravages de la tuberculose ; voilà ce que les masses algériennes ont subi. Elles se sont battues avec l'acharnement, l'héroïsme que l'on sait, contre un impérialisme particulièrement féroce et habile. Aujourd'hui, les Algériens ont le sentiment d'avoir été trahis. Ils se battaient pour un peu plus de pain, un minimum de bien-être. Ils parlaient même de construire une société d'un type nouveau que, naïvement, ils appelaient « socialisme ». En fait, ils ont instauré un régi-

me qui sue par tous les pores la corruption et le terrorisme policier ; ils ont porté au pouvoir des Ben Bella et des Boumedienne qui étaient largement leur morgue de nouveaux riches. Les masses algériennes sont retombées dans une sorte d'hébétéitude. Les factions bourgeoises s'entre-déchirent et la vie politique reste marquée par la violence. Le prolétariat et la paysannerie pauvres n'attendent plus rien de la politique en général. L'émigration vers l'Europe se poursuit et augmente même. La misère est aussi grande sinon plus qu'aux beaux jours de l'ère française.

Quelques partis d'opposition subsistent et ces partis se disent révolutionnaires et socialistes.

**L'organisation de la Révolution Populaire (O.R.P.)** Ben-Belliste n'est en fait qu'une vulgaire faction bourgeoise qui cherche à utiliser le mécontentement populaire pour arriver à ses propres fins : quelques bonnes places et des pots de vin. Il faut sans doute que les prolétaires qui se laissent entraîner par l'O.R.P. aient bien peu de mémoire pour croire encore aux vertus du Ben-Bellisme. Leur grand homme eut pour rôle essentiel, à l'époque de l'indépendance, d'empêcher tout débordement « de gauche » du F.L.N. C'est sous son gouvernement, en particulier, que fut constituée « l'amicale des travailleurs algériens en France », dont le rôle basement policier est apparu très vite. C'est lui aussi qui a achevé de donner à l'U.G.T.A. une direction bureaucratique à la solde de la bourgeoisie.

**Le Front des Forces Socialistes (F.F.S.)**, lui, est un parti régionaliste qui s'appuie sur la Kabylie. Il utilise les vieux réflexes anti-arabes des berbères que les colonisateurs avaient su entretenir pour contenir le mécontentement populaire.

**Le Parti de la Révolution Socialiste (P.R.S.)** de Boudiaf, semble plus radical et surtout plus « propre ». Ses dirigeants sont les seuls à avoir eu une certaine dignité à l'époque de l'indépendance. Ils n'ont pas participé à la course aux bonnes places et ils ont refusé d'entrer dans les différents ministères qui se sont succédés depuis 1962. Ils n'ont pas quitté la clandestinité à laquelle les avait contraints la France.

Tout cela est fort beau. Mais le langage « révolutionnaire » des gens du P.R.S. est frelaté, il pue son stalinisme à plein nez. Le « socialisme » national de ce parti n'est qu'une nouvelle version du programme du F.L.N. de l'époque héroïque.

Le P.R.S. reproduit un phénomène classique, déjà analysé et dénoncé par les premiers marxistes : après une révolution démocratique, les masses qui ont cru que l'amélioration de leur sort découlerait de l'indépendance nationale et de l'égalité civile et politique, reprochent à leurs bourgeoisies le non-respect de leurs propres principes. Marx a montré, qu'en fait, l'égalité, la démocratie parlementaire, la proclamation des droits de l'homme, ne signifiaient en aucun cas l'abolition des classes sociales, de la misère et de la guerre, mais au contraire le renforcement de tous les antagonismes, l'augmentation de tous les maux.

Les gens comme Boudiaf ont moins d'excuses que les Gracchus Babeuf, les Robespierre ou les Proudhon. Il faut être bien mystifié par quarante ans de contre-révolution pour croire, aujourd'hui encore, à la possibilité de supprimer l'exploitation de l'homme par l'homme sans passer par la victoire mondiale du prolétariat, la suppression de la production marchande, du salariat et de la monnaie.

En fait l'opposition algérienne n'a aucune idée de ce qu'est le socialisme. Ce qu'elle reproche à Boumedienne, c'est de ne pas être assez bourgeois, de ne pas assez développer l'économie algérienne, de ne pas assez penser à l'indépendance nationale, en définitive, de ne pas savoir mieux extirper de la plus-value à ses prolétaires. Comme si la bourgeoisie algérienne pouvait être tenue pour responsable de sa faiblesse, de son man-

que de capitaux, de l'absence de marché national algérien, du sous-développement économique en général !

Le responsable est l'impérialisme mondial dont toutes les bourgeoisies du Tiers monde, aussi nationalistes soient-elles, ne peuvent se passer. Les Boudiaf ont beau jeu de s'indigner des compromis multiples passés par la bourgeoisie algérienne avec l'impérialisme. Il est bien évident que l'Algérie n'a pas pu se passer des capitaux français et qu'ils continuent à s'investir massivement là-bas ; on a même eu faire appel à d'autres bailleurs de fonds, de l'Est comme de l'Ouest, ce qui signifie que l'Algérie est moins indépendante que jamais.

Ce que l'on ne veut ou ne peut pas reconnaître, c'est que le F.L.N. ne fut jamais autre chose qu'un mouvement bourgeois, que le mot d'ordre d'indépendance nationale est bourgeois et que le prolétariat et la paysannerie pauvre n'avaient rien à attendre de bon de la terrible guerre qu'ils durent soutenir, étant donné les buts qu'elle poursuivait et la situation internationale dans laquelle elle s'est déroulée.

Dans les années 50, nous disions aux Algériens ce que nous répétons aujourd'hui à propos du Viet-Nam et de l'Amérique Latine : l'époque des révolutions bourgeoises est terminée ; ce qui est à l'ordre du jour, c'est la révolution socialiste mondiale. L'indépendance nationale ne peut, en aucun cas, signifier socialisme, et de toute façon les révolutions du Tiers-Monde ne peuvent pas même conduire à un développement autonome des pays neufs. Le prolétariat algérien n'a pas su s'organiser en classe autonome, tirer de son sein une avant-garde qui ne peut être que la fraction du Parti communiste mondial.

En fait tous les F.L.N. s'expliquent par la victoire de la contre-

révolution. Les masses des pays arriérés ont été trahies par le prolétariat des pays impérialistes. Elles ressentent leur isolement comme une fatalité et elles se jettent à corps perdu dans des luttes héroïques et désespérées.

A ces prolétaires déçus par ce qu'ils appellent encore « leur révolution », nous disons :

Boumedienne et Ben-Bella ne sont pas tes frères, pas plus que tous les bourgeois d'Algérie et du monde. Tes frères, ce sont les prolétaires de tous les pays, ceux de France comme ceux d'Israël, des U.S.A. ou de l'U.R.S.S. Tu as prouvé que tu avais des réserves de courage, d'abnégation, de volonté révolutionnaire en toi. Ne les gaspille pas !

Le capitaliste doit être frappé au cœur dans les grandes métropoles impérialistes. Prolétaires algériens de l'émigration, vous devez préparer la révolution en France, en Europe et partout dans le monde. Detachez-vous de vos partis nationaux. Apprenez ce qu'est le communisme. Étudiez l'histoire du mouvement ouvrier, renouez avec ses grandes traditions révolutionnaires. Vous ne serez trahis que si vous n'êtes pas capables de vous battre pour vous-même, pour votre propre programme, pour votre propre cause, qui doit être celle du socialisme international.

**LE PROLETAIRE**  
est en vente dans les principaux kiosques LECTEURS AU NUMERO, achetez-le toujours dans le même kiosque ou mieux, ABONNEZ-VOUS : c'est le meilleur moyen de le recevoir régulièrement tout en nous aidant.

## Bilan social 1967

# LES SOLUTIONS DE LA C.G.T.

Les lamentables contorsions auxquelles se plie la C.G.T. depuis qu'elle prétend « s'adapter aux conditions nouvelles » ne méritent guère d'être citées que parce qu'elles démentent sévèrement le caractère pseudo-scientifique et expérimental de ces adaptations. La vérité c'est que la C.G.T. se place toujours d'avantage à la remorque des couches non-prolétariennes, de « l'aristocratie ouvrière » et de leurs cliques de politiciens corrompus. Ainsi, après avoir boudé le *Marché commun*, la C.G.T. l'accepta-t-elle pour s'aligner sur la C.G.I.L. italienne, sa nouvelle alliée. De même la *planification démocratique*, qu'elle avait une première fois repoussée, devint excellente à ses yeux dès lors qu'elle figura dans le programme de la C.F.D.T., cette autre amie récente (1).

Nos lecteurs ont pu se rendre compte que nous avions suivi ces tractations avec une certaine attention et que nous sommes fondés à penser qu'à la C.G.T. la tâche principale des rédacteurs de « documents » est de « faire cadrer » la plateforme

ancienne avec des nouveautés fraîches mais contradictoires. L'essentiel, pour eux, est de tenir cette gageure : souscrire à un « socialisme » aussi lointain que nébuleux tout en rassurant les catégories favorisées et l'électorat de la Fédération de la Gauche sur la conformité de ce socialisme avec les rapports sociaux actuellement existants. Le résultat de cette acrobatie, c'est un invraisemblable schéma historique dans lequel la fonction essentielle de la classe ouvrière revient à assurer le développement de la production à la place de la bourgeoisie décadente. Quelques citations empruntées au document précédemment utilisé donneront une idée suffisante de ce monstre programmatique dans lequel les reminiscences stalinienne du « socialisme » à la russe se mêlent de façon pittoresque à une plate adulation du productivisme « à l'américaine ».

(1) Le début de cet article est paru dans notre précédent numéro.

## La banqueroute du réformisme travailliste

(Suite de la première page)

menteraient, annulant les bénéfices escomptés de la dévaluation ; le même Callaghan précisait du reste, en sollicitant un prêt de 3 milliards de dollars du Fonds Monétaire International, que « les mesures économiques » (du) gouvernement comportent une réduction globale de la demande intérieure d'environ 750.800 millions de livres sterling par an ».

Des discussions s'engagent entre Trade Unions et gouvernement d'une part, entre Trade Unions et Confédération des Industries britanniques d'autre part. Dans un premier temps, le Conseil général des Trade Unions assure le gouvernement de son appui dans la situation critique que le pays traverse et donne son accord à toutes les mesures prises pour contribuer à l'expansion continue, au plein emploi (sic) et au rétablissement de la stabilité économique et monétaire (resic). Tout récemment encore, en février dernier, une conférence des responsables syndicaux, réunie à Croydon, devait confirmer, de justesse il est vrai, cet accord. Il s'agissait non seulement d'assurer le gouvernement du soutien de sa « politique économique par le moyen de la limitation volontaire des revendications de salaires, mais aussi de lier à longue échéance toute revendication salariale à une augmentation de la productivité. Après un flot de discours pour ou contre, le délégué d'un des plus puissants syndicats des T.U.C., celui des transports, devait déclarer, pour justifier son opposition : « La question, au fond, est de savoir si nous pouvons empêcher le gouvernement de détruire le mouvement syndical ». S'agissant de F. Cousins, secrétaire de ce syndicat, que personne ne s'y trompe : la classe ouvrière anglaise, a-t-il dit en substance, ne nous suit qu'à grand-peine. Si nous allons plus loin nous perdrons toute espèce d'influence, et qu'advientra-t-il ?

Si les grands ténors du syndicalisme anglais ont cependant tenu à confirmer leur comportement servile, tout autre, en effet, est l'attitude des ouvriers anglais. Rappelons que les dockers ont lutté avec ardeur, en dépit du mépris et de la réprobation générale. Les mineurs écossais, durement touchés par les licenciements et la fermeture des puits, ont menacé eux aussi de recourir cette fois à la grève générale. La classe ouvrière anglaise apparaît ainsi décidée à ne pas se laisser battre impunément par la coalition opportuniste.

Réaction de la bourgeoisie : « On a parlé uniquement jusqu'à maintenant d'une politique volontaire des revenus ; mais les mesures déflationnistes prises depuis la dévaluation sont parmi les plus timides jamais prises

durant une crise. Ce sont des mesures imaginées par des politiciens, non par des économistes ». (Extrait du journal *L'Economist*). Et M. Gunther, ministre « socialiste » du Travail, illustre des après la dévaluation, ce que l'*Economist* entendait par là : « Il nous faut envisager des lois dirigées contre les grèves non-officielles. Celles-ci constituent plus de 90 % des raisons de l'absence au travail. Nous ne pouvons admettre les grèves sauvages, ni le syndicalisme non-officiel, parce qu'ils mettent l'économie nationale à la merci d'une poignée d'agitateurs ».

La voilà, la haine féroce des opportunistes, des social-traités, face aux militants d'un prolétariat fier et combatif : la voilà demandée la constitution de tribunaux industriels, qui auront loisir d'infliger des peines de prison préventive et des amendes aux travailleurs qui manqueraient à leur contrat ; Benito Mussolini serait enchanté : c'est du pur fascisme, un fascisme noir dans l'Angleterre progressiste et démocratique, et c'est à cela que sert, partout, un gouvernement « de gauche ». Au moment de la crise, la société révèle les lignes de fracture qui la divisent : économistes, politiciens, syndicalistes de profession, libéraux et braves gens, tous accusent le prolétariat. Le voilà le monstre, la source de tous nos maux, le coupable enfin trouvé ! Ses hauts salaires ont mené le pays à la catastrophe ! Les ouvriers n'ont ni journaux, ni chroniqueurs-stipendiés, ni agences de presse, ni stations de radio pour répondre, mais la classe ouvrière répond avec ses grèves sauvages, ses appels à la grève générale et cela peut préfigurer l'avenir du prolétariat anglais.

Les effets de la crise de la livre sterling ne sont pas limités à l'offensive contre le niveau de vie du prolétariat anglais. Elle a entraîné d'autres monnaies, entre autres, en Europe, la couronne danoise et la peseta espagnole. Dans ces pays les mesures adoptées ont été identiques à celles prises en Angleterre. Au Danemark, le Parlement, dans une séance extraordinaire de novembre dernier, a adopté un ensemble de mesures parmi lesquelles le blocage des prix jusqu'au 1er juillet 1968, une augmentation des impôts et des restrictions aux augmentations de salaires : socialistes, sociaux-démocrates et radicaux ont voté pour. Le même vent souffle dans l'Espagne franquiste. Là-bas aussi, le gouvernement, réuni d'urgence, a décidé la limitation des dépenses d'administration publique, l'adoption de sévères mesures fiscales, le blocage des salaires, loyers et dividendes. Du ciel boréal du Danemark pacifique et « socialiste » au fascisme méditerranéen de l'Espagne arriérée, la panacée est unique : pression sur la classe ouvrière. Face à la menace d'une même crise, des systèmes sociaux qui se prétendent différents et opposés démasquent l'identité de leur vraie substance : le capitalisme !

Mais ce n'est pas seulement le prolétariat des pays qui ont dévalué qui subira l'offensive de la classe ennemie. Tout le prolétariat est entraîné dans les conséquences d'une crise monétaire qui ignore les frontières nationales pour se répandre au travers de tout le réseau complexe de l'économie mondiale. Si les pays qui ont dévalué justifient le blocage des salaires par la nécessité de ne pas perdre les avantages acquis grâce à la dévaluation, la classe dominante des pays qui n'ont pas encore dévalué parle déjà de la nécessité d'augmenter la productivité et de contenir les salaires pour s'assurer que les marchandises produites ne perdent pas de marchés en faveur de celles qui proviennent des pays où la dévaluation est intervenue : donc nécessité, pour les uns comme pour les autres, de contenir les revendications de salaires, d'agir de façon « responsable et consciencieuse » et de ne pas créer de difficultés à l'économie nationale.

La boucle est ainsi bouclée, le prolétariat voit partout augmenter la pression sur ses moyens d'existence, le fout de la production se fait plus rude et si la domination du capital à l'échelle mondiale se démasque, elle démontre pourtant sa vulnérabilité aux contradictions nées de son propre développement. Et elle démontre surtout la nécessité historique du parti révolutionnaire mondial, basé sur une théorie et une tactique unique, qui puisse guider le prolétariat mondial à l'assaut de l'hydre capitaliste.

(Suite en page 4)

# Que peut attendre le prolétariat d'un gouvernement "de gauche" ?

Le 24 février dernier, le P.C.F. et la F.G.D.S. ont fait connaître leur plateforme. Nous ne démontrerons pas une nouvelle fois qu'elle n'a rien de commun avec la perspective du communisme, fondée sur la destruction violente de l'Etat bourgeois, et

l'instauration de la dictature du prolétariat dirigée par son Parti comme phase de transition vers la société sans classes. Notre but sera simplement de mettre en évidence le contenu fasciste des principes qui inspirent cette plateforme.

## Qu'est-ce que le fascisme ?

La phase libérale de la société bourgeoise se termine à l'éclatement de la première guerre mondiale. Le capitalisme entre alors dans sa dernière phase. Le cadre des rapports de production capitalistes contient de plus en plus difficilement les forces productives immenses qui se sont développées en son sein et cette contradiction engendre un état de crise latent. Des solutions provisoires ne peuvent alors y être apportées que par de nouvelles guerres pour le partage du monde, c'est-à-dire par le massacre des hommes et la destruction de leurs produits sur une vaste échelle. Quant à la solution définitive, elle ne peut résider qu'en une destruction radicale de l'économie et de la société bourgeoises que seul le prolétariat international, à la tête des masses opprimées du monde entier, peut mener à bien.

La première tâche des classes dominantes est évidemment de prévenir cet assaut prolétarien ou éventuellement, de le contenir et de le supprimer. Toutefois, la prospérité de ces classes dirigeantes est conditionnée par la répétition et l'élargissement du cycle de l'accumulation du capital, qui ne peut

se réaliser sans préparer de nouvelles hécatombes, mettant l'ordre capitaliste en danger. La bourgeoisie essaie donc de discipliner au maximum les forces économiques, sociales et politiques, de sorte que la reproduction du capital puisse se dérouler en entraînant le minimum de dangers révolutionnaires. C'est là l'essence même du fascisme.

Néanmoins, les différentes bourgeoisies ne constituent pas un front sans fissure ; chacune s'oppose aux autres et l'Etat national se présente aussi comme leur arme spécifique dans cette lutte. La concurrence éfrénée de la phase impérialiste a transformé les intervalles « pacifiques » entre deux guerres mondiales en périodes de guerres productives et commerciales sans merci. Aussi le contrôle grandissant de la bourgeoisie se présente-t-il non seulement comme la dictature la plus féroce contre toute force révolutionnaire, non seulement comme une arme dans la guerre entre bourgeoisies (« pacifique » ou non), mais encore comme une tentative de plier toutes les classes sociales aux exigences économiques du capital.

## Fascisme, violence et formes de l'Etat

Ouvrons ici une parenthèse pour dissiper un malentendu courant. Ce n'est pas la violence directe qui caractérise le fascisme : le prolétariat a toujours trouvé la répression bourgeoise sur son chemin et lorsque le fascisme a employé la répression violente, c'est que le prolétariat menaçait dangereusement la bourgeoisie par sa lutte révolutionnaire. Le fascisme ne se définit pas plus par la prédominance du pouvoir exécutif : elle ne l'a pas attendu pour se manifester. Le Parti unique, alors ? De Gaulle expliquait il y a quelques années déjà que, puisque tous les partis visaient le même but (sic !) un parti unique n'avait pas sa raison d'être. (Au contraire, ajouterions-nous, le jeu des partis démocratiques est irremplaçable pour désorienter ou écœurer le prolétariat.) Il n'empêche que beaucoup cherchent à définir le fascisme par des « formes » politiques déterminées, sans voir qu'il peut triompher sans coup d'Etat, sans commandos « illégaux » faisant semblant de s'emparer du pouvoir.

Lorsque nous parlons de « fascisation » de l'Etat, c'est de contenu qu'il s'agit et non de forme. C'est la société bourgeoise elle-même qui devient fasciste ; les exigences du développement capitaliste sont

plus draconiennes, la dictature du capital plus pesante. Garant de la survie de la société capitaliste moderne, l'Etat fasciste présente des caractéristiques nationales, qui varient en fonction de la lutte des classes et du niveau économique et social. La nécessité d'une discipline totalitaire, qui s'imposait d'une manière générale à la bourgeoisie, prit un caractère de plus grande urgence dans les pays où, après la première guerre, la lutte révolutionnaire conduite par les partis communistes était la plus menaçante. En Italie, par exemple, le danger révolutionnaire entraîna une contre-attaque fasciste qui anticipait en quelque sorte sur les nécessités economico-sociales de l'époque dans ce pays. On ne trouve du reste jamais dans l'histoire une simple relation mécanique entre la base economico-sociale et les formes politiques : il ne pourrait en être ainsi que si la lutte de classe n'existait pas. Si donc, en Italie, les formes politiques se trouvaient en avance par rapport à la base economico-sociale, dans l'Allemagne de 1914 qui était déjà le modèle du capitalisme financier moderne, subsistait des formes politiques surannées ; enjambant la république de Weimar, elle arriva naturellement à l'Etat nazi. Fermons là notre parenthèse.

## Le fascisme, superstructure de l'impérialisme

Dans sa lutte mondiale contre la « sous-organisation » de la société, la bourgeoisie fait aujourd'hui des efforts inconnus des périodes précédentes. Elle qui, à l'encontre du prolétariat, est une classe nationale par excellence, se donne des organisations internationales (la Société des Nations, l'O.N.U., etc.) pour mieux assurer sa tâche de gendarme et, laissant le libéralisme de côté, tente de trouver un point d'équilibre aux déséquilibres croissants qui secouent les rapports économiques, par un contrôle de tous les échanges (monopoles, interpénétration du capital industriel et du capital financier, « Kennedy round », etc.).

A l'échelle nationale, la bourgeoisie impose une discipline collective, écarte la petite-bourgeoisie du pouvoir d'Etat, secoue l'inertie de larges fractions du capital so-

cial par ses plans économiques, renforce son appareil militaire et répressif pour faire face aux potentialités révolutionnaires ou même simplement revendicatives du prolétariat et défendre sa place dans la jungle des Etats nationaux.

L'attitude du fascisme à l'égard du prolétariat est déterminé par le fait que la phase impérialiste met à l'ordre du jour, objectivement, la révolution prolétarienne tout en exacerbant la concurrence entre les différentes bourgeoisies. Il faut donc soumettre doublement le prolétariat. Il faut non seulement lui faire vénérer la Patrie et la Liberté, comme ce fut déjà le cas lors des deux guerres impérialistes, mais encore lui faire accepter de lier ses conditions de vie au destin de la productivité et de l'expansion du capital national.

## Fascisme et syndicats

Dès l'enfance du capitalisme, une exploitation féroce conduisit les ouvriers à fonder des organisations économiques, les syndicats, qui se donnaient pour but la défense collective des conditions de vie et de travail des ouvriers. D'un point de vue économique, l'enjeu était la plus ou moins grande part du produit qui reviendrait respectivement aux ouvriers et aux patrons. Il était bien clair qu'il s'agissait d'une lutte et que toute conquête ouvrière ne pouvait être arrachée que contre la bourgeoisie. Le facteur essentiel de victoire ouvrière apparaissait nettement : il s'agissait de surmonter la concurrence imposée par le capitalisme, d'unir la classe ouvrière dans une lutte contre la classe bourgeoise.

Les événements du premier après-guerre montrèrent à la bourgeoisie qu'elle ne pouvait plus tolérer l'existence autonome des organisations économiques du prolétariat, bases irremplaçables de l'action du parti révolutionnaire. Elle entreprit de les détruire par la force ou, lorsque cela n'était pas nécessaire, d'en faire des rouages de l'économie capitaliste par l'intermédiaire des partis opportunistes qui les contrôlaient. On assiste aujourd'hui à un processus d'intégration des syndicats à l'Etat ou, ce qui revient au même, à une « fascisation » des syndicats. A

cause de la défaite du Parti de classe, à cause de la trahison des partis opportunistes, les organisations économiques des ouvriers, qui se présentent à l'origine comme une tentative d'opposer le monopole de la force de travail au monopole des moyens de production, abandonnent la défense des conditions de vie du prolétariat, ou plutôt la substituent à la satisfaction des exigences du capital. Les syndicats deviennent ainsi, non plus les ennemis du capital, mais les intermédiaires entre le Travail et le Capital, les commis-voyageurs de la bourgeoisie.

Pour le fascisme, Capital et Travail sont des facteurs de la production qu'il s'agit de concilier, qui doivent collaborer pour la plus grande gloire de la Nation dans la lutte économique internationale ; pour lui, les conditions de vie de la classe ouvrière doivent donc dépendre du développement de la production. Mais il va plus loin. Comprenez qu'on ne peut laisser le prolétariat absolument en dehors « du progrès et des bienfaits » du capitalisme pour le ravalier au rang d'une classe de parias sous tous les rapports, le fascisme se présente aussi comme une tentative d'intégrer le prolétariat à la société bourgeoise. En cela, il est l'héritier naturel du réformisme. A l'aube de sa domination, la

bourgeoisie ne pouvait offrir aux ouvriers que la mystification de la démocratie politique. Elle contraindait aujourd'hui la classe des sans-réserves à se constituer une réserve collective sous forme de sécurité sociale, d'allocations de chômage, etc. Elle impose également au prolétariat les attributs extérieurs de la richesse bourgeoise, au prix d'un endettement qui fait de l'ouvrier un serf de corps et d'esprit, et s'efforce de lui faire adopter ses propres valeurs morales et culturelles pour tuer dans l'œuf tout sentiment de classe, toute référence à une tradition de classe.

Mais l'effort du fascisme pour concilier, dans le cadre de la société capitaliste, la contradiction entre production sociale et appropriation privée — contradiction que seul le communisme résoudra —, s'il se traduit par une oppression, tant physique que morale, du prolétariat, accumule aussi un potentiel de révolte d'une ampleur insoupçonnée dans les périodes précédentes. Le Parti révolutionnaire ne pleure donc pas le libéralisme défunt : il sait qu'à la différence des classes intermédiaires et de tous les réformistes assassins des révolutions passées, le prolétariat ne peut attendre son salut d'une conciliation impossible, mais de la lutte ouverte et impitoyable contre toutes les classes ennemies.

## Du fascisme mussolinien au fascisme wilsonien, ou la démocratie fasciste

Deux citations suffiront à illustrer la nature du fascisme ; quarante années les séparent, mais leur contenu est identique. Voici ce que disait Mussolini en 1925 : « La Nation, dans son complexe de forces politico-morales, ne peut ignorer le destin des multitudes qui travaillent, puisque son intérêt immédiat est de les insérer, dans son organisme et dans son histoire, il faut en dire autant des employeurs qui ont un intérêt objectif à élever le plus possible le standard de vie de leurs ouvriers, puisque ce-la signifie une plus grande tranquillité dans les usines, un plus

grand et meilleur rendement dans le travail, par conséquent une plus grande possibilité de vaincre la concurrence des autres. Un capitaliste intelligent ne peut rien attendre de la misère. Voilà pourquoi les capitalistes intelligents ne s'occupent pas seulement de salaires, mais aussi de maisons, d'écoles, d'hospitiaux, de stades pour leurs ouvriers. »

Et Wilson le réformiste de renchéir en 1967 : « Ni aujourd'hui ni dans le futur nous ne pourrions laisser les revenus dépasser la productivité... Une ferme poli-

tique des revenus, liée à la productivité, est une loi inexorable pour les économies modernes, qui vaut pour l'U.R.S.S. comme pour les Etats-Unis ». Les syndicats doivent donc s'adapter à la structure des « sociétés modernes » et, respectant la « discipline salariale », la « politique des revenus sur une base obligatoire », concourir « à stimuler les exportations sur une base concurrentielle ; à éviter les douloureuses augmentations du coût de la vie... ; à éviter les vagues cycliques dans le développement du système économique ».

## Mitterrand et Waldeck-Rochet, futurs Wilson

Nous pouvons maintenant en revenir à l'accord P.C.F. - F.G.D.S. C'est une constante de l'histoire de la lutte des classes qu'il se trouve toujours des partis opportunistes et des organisations de la petite et de la moyenne bourgeoisies pour offrir leurs services au grand capital afin de lui permettre de passer le cap dangereux des tempêtes sociales comme celle dont les prémices commencent à se dessiner dans le monde entier. Pour avoir quelque chance de jouer leur rôle de larbins, il faut qu'ils puissent contrôler les masses exploitées. Un tel alignement de forces politiques se dessine en France depuis quelques années, avec la constitution de la F.G.D.S., ses accords avec le P.C.F. et ceux de leurs rouages syndicaux respectifs, la C.F.D.T. et la C.G.T.

La plateforme commune présente deux différences par rapport au fascisme gaulliste. Son prétendu caractère socialiste d'abord, l'expression d'une tentative de la petite et de la moyenne bourgeoisies d'assurer leur survie tout en se plantant à la planification, ensuite (tentative vaine, du reste, les lois du marché les condamnant sans appel).

Pour le reste, « on écarte tout gouvernement d'assemblée générale d'instabilité » et on établit « la nécessité d'un plan rigoureux » (travailleurs, produisez d'abord !). « Conscients que le développement économique et social sont inséparables... que le progrès économique (de qui ? C'est du capital qu'il s'agit !) est en partie lié (l'autre partie, c'est l'exploitation féroce du prolétariat !) au développement de la coopération internationale » (c'est-à-dire de la concurrence sans frein !), ces messieurs préconisent « l'intervention des travailleurs et des consommateurs aux différents niveaux et

aux différentes étapes (conception, élaboration, exécution et contrôle) du Plan ». Le tout est couronné par la fumisterie du « droit à la culture, au logement, aux loisirs et (on allait l'oublier) aux équipements pour le sport ».

Les 27, 28 et 29 février, Mitterrand parla plus clairement encore : « Notre dessein est de prendre et de faire comprendre pour tenter de les guérir les causes de la fièvre persistante qui mine notre organisme national, dont les facultés de résistance s'épuisent au moment même où la concurrence au sein du Marché Commun et face au "Kennedy Round" exige de lui un effort sans pareil... Comment le gouvernement peut-il imaginer que la France gagnera la compétition économique, terrain où se jouent ses chances d'avenir, s'il ne donne pas à ceux qui en sont les premiers artisans — nous voulons dire les travailleurs (merci !) — la juste part qui leur revient dans la répartition de l'effort de tous ?... On ne mobilise pas l'économie sans mobiliser l'espérance, honnêtement fondée, des hommes qui lui donnent vie et force. (C'est François qui souligne). Et il s'explique : « Seule la confiance des travailleurs dans le gouvernement de la gauche rendra possible l'acceptation d'une discipline dans la répartition, donc dans la progression des revenus ». Impossible d'être plus clair ! quant à la bourgeoisie, qu'elle se tranquillise sur les « divergences » à propos de l'Europe avec le P.C.F. : « Rien ne doit en tout cas empêcher — et surtout pas l'Europe — un gouvernement socialiste de réaliser ses objectifs ». Quant à M. Waldeck-Rochet, Mussolini, il expliquait comment serait tenue la seule promesse faite (par le P.C.F. seul, du reste), le

« salaire minimum de 600 francs : « Certes, nous avons pleinement conscience qu'un gouvernement de gauche, quel qu'il soit, ne pourra pas faire tout à la fois. Cependant, dans le domaine économique et social, nous disons qu'au fur et à mesure que les progrès de la science et de la technique permettent d'augmenter la production et la productivité du travail, il est possible et nécessaire d'assurer à la fois l'essor de l'économie et le relèvement continu du niveau de vie de tous les travailleurs, grâce notamment au relèvement des salaires et à la réduction du temps de travail » (10 janvier 1968). Et il ajoutait à l'adresse de la bourgeoisie : « Nous n'avons jamais dit que tout doit être fait à la fois » (20 mars 1968) ! Enfin, pour ceux qui n'auraient pas encore compris : « Il y a eu des ministres communistes au lendemain de la Libération et ils ont bien donné la preuve de la compétence et du dévouement au bien public » (6 mars 1968) !!!

Ce n'est pas nous qui pleurerons sur un tel tas de fumier. Dans l'histoire comme dans la nature, disait Marx, la pourriture est le laboratoire de la vie. Ces larbins du Capital remplissent leur rôle. Qu'ils aillent à l'Elysée, qu'ils poursuivent leur marche inexorable dans la trahison. Plus dégoûtés seront alors les voies de la reprise de la lutte de classe et de la jonction du prolétariat avec son Parti. Cette jonction se fera par la prise de conscience de ce que l'antagonisme fascisme-démocratie a été un mensonge monstrueux qui a châté l'élan révolutionnaire de 1917-26, qui a permis le massacre du prolétariat dans la deuxième guerre, puis sa soumission, pendant des décennies, aux impératifs de l'économie bourgeoise.

# Le P.C.F. et les problèmes de notre temps

(Suite de la première page)

D'une part, le **camouflage** du triomphe de la contre-révolution en Russie exigeait une révision totale du marxisme. Pour tenter de justifier la « construction du socialisme dans un seul pays », arriéré par-dessus le marché, il fallait **falsifier totalement** la théorie marxiste du capitalisme et du socialisme. Mais, pour importantes qu'elles aient été, ces raisons « russes » n'étaient pas seules à jouer. La situation dans tous les pays capitalistes rendait impossible une dégénérescence de type social-démocrate.

C'est le moment d'invoquer les fameuses « conditions nouvelles ». Il y avait, et il y a, effectivement des conditions nouvelles, encore que prévues par le marxisme. Mais ce qui est nouveau, ce ne sont pas les moyens dont doit user le prolétariat pour passer au socialisme, non ! Ce sont seulement les moyens dont dispose la bourgeoisie pour contenir le prolétariat.

La période d'expansion universelle du capitalisme avec ses réformes graduelles ne conduisait pas au socialisme, mais bel et bien à l'ère impérialiste, l'ère des guerres et des révolutions où les réformes progressives sont impossibles parce que les contradictions du capitalisme saturé éclatent avec une violence énorme. La bourgeoisie peut de moins en moins réguler les ouvriers avec des améliorations graduelles : elles sont détruites à peine obtenues. Du coup, le dualisme social-démocrate est impossible, un parti qui passe à la bourgeoisie doit le faire en pratique et en théorie. Car moins la bourgeoisie peut « acheter » les prolétaires avec les miettes des surprofits, plus elle doit s'appliquer à leur ôter toute perspective de classe et à les enfermer totalement dans le système capitaliste.

Le triste privilège de l'Internationale communiste, jadis parti révolutionnaire, aura été de devenir l'instrument de la plus effroyable oppression idéologique exercée par la bourgeoisie sur le prolétariat, de la liquidation totale de toutes les positions de classe. Notre mouvement, impuissant à empêcher cette trahison de l'I.C., s'est appliqué à l'analyser au cours de son déroulement, à sauvegarder les positions marxistes du raz de marée de la contre-révolution triomphante.

\*\*

Nous ne ferons pas ici une analyse détaillée du discours de M. Waldeck-Rochet qui n'est qu'une récapitulation de ce révisionnisme intégral. Nous rappellerons simplement quelques points fondamentaux pour montrer la nature et les buts purement bourgeois du P.C.F.

Qu'est-ce que le capitalisme ? Qu'est-ce que le socialisme ? Comment passer de l'un à l'autre ?

Pour le marxisme, le capitalisme est un mode de production fondé sur l'achat de la force de travail, c'est-à-dire sur le salariat. Bien qu'à l'origine, le capital (acquéreur et exploitateur du travail salarié) ait semblé être la propriété personnelle de certains individus, le marxisme a montré que ces individus étaient au contraire « possédés » par le capital et que les lois de l'économie capitaliste tendaient à rendre le capital de plus en plus anonyme. Le capitalisme est un certain rapport social : ce qui le caractérise n'est pas tant la propriété personnelle des « titres de propriété », mais bien plutôt l'ensemble des structures économiques, des lois qui régissent leur fonctionnement et qui déterminent toute la vie sociale. De ce fait, et étant donné les contradictions inhérentes à l'économie capitaliste, les maux et souffrances des prolétaires ne sont pas dus à ce qu'on ne sait quelle « méchanceté innée » des bourgeois, mais aux exigences objectives de l'économie capitaliste, dont les bourgeois, quelque avanta-

ge personnel qu'ils en tirent, ne sont que les instruments.

Il s'ensuit que le passage au socialisme c'est bien autre chose que le passage des « titres de propriété » aux travailleurs : le socialisme n'est pas un capitalisme où le capital « appartiendrait à tous », mais au contraire la destruction des rapports capitalistes de production !

C'est bien pourquoi ce « passage » ne peut être réalisé que par le prolétariat, seule classe totalement et directement intéressée à la destruction des rapports capitalistes ; qu'il exige inéluctablement la révolution violente, la destruction de l'Etat bourgeois et l'érection d'un Etat prolétarien capable d'exercer la dictature du prolétariat sur toutes les classes liées au capital, seule possibilité « d'intervenir despotiquement dans l'économie » (Marx), c'est-à-dire de briser les lois de l'économie capitaliste. Et c'est sur cette base que le marxisme a montré que le prolétariat ne peut accomplir sa tâche historique que par la lutte internationale, et guidé par son parti de classe.

\*\*

Si nous confrontons l'idéologie diffusée par le P.C.F. aux positions marxistes trop brièvement résumées ici, nous voyons que du marxisme il n'y subsiste rien, sinon des mots vides de leur sens et qui servent d'attrape-nigaud.

Qu'est-ce que le capitalisme pour ces messieurs ? Les vilains « monopoles », les méchants « trusts » et autres horribles « puissances d'argent ». Ils ne voient dans le capitalisme que ces formes avancées, résultats inévitables de l'inévitable concentration du capital.

Qu'est-ce alors que le socialisme pour ces messieurs ? La même chose, avec des adjectifs différents ! Leur socialisme c'est tout simplement un capitalisme où le capital « appartient au peuple », où les monopoles sont « populaires » comme les démocraties du même nom, et les trusts « socialistes » comme les salaires, le marché et le profit sont « socialistes » en Russie. Comme si la vertu magique des adjectifs pouvait modifier les rapports sociaux réels découlant des catégories et lois de l'économie capitaliste !

Rien d'étonnant, alors, s'ils connaissent tant de pays « socialistes » de par le monde, et cela au moment où même les bourgeois américains découvrent que l'économie russe fonctionne d'après les mêmes lois et critères que la leur !

Rien d'étonnant, surtout, si ni révolution violente, ni dictature du prolétariat ne sont nécessaires pour réaliser cette « transformation » : elle n'en est pas une ! Elle laisse en place tous les mécanismes et toutes les lois du capital et n'importe qui, n'importe quelle démocratie pourrait la réaliser, si cela avait un sens quelconque !

Cette énorme mystification ne relève pas, comme on pourrait le croire, de l'incohérence mentale. Elle vise au contraire un but très précis : tenir le prolétariat en échec, l'empêcher de mettre en cause les fondements mêmes de la société capitaliste. Ne pouvant éviter les crises sociales, la bourgeoisie doit détruire toute compréhension de ce que sont le capitalisme

et le socialisme ; elle doit estomper leur différence, c'est-à-dire faire admettre aux prolétaires que les rapports capitalistes sont naturels et éternels ; elle doit masquer la réalité des rapports de classes et mettre en avant la « solidarité nationale de tout le peuple » ; elle doit priver les luttes ouvrières de tout objectif de classe pour pouvoir les endiguer et même les faire servir à la sauvegarde de la société bourgeoise : Le réformisme est mort, le fascisme est son héritier.

Celui qui garde le moindre doute sur l'objectif véritable du F.C.F. n'a qu'à lire : « Certes nous avons pleinement conscience qu'un gouvernement de gauche, quel qu'il soit, ne pourra pas faire tout à la fois. Cependant, dans le domaine économique et social, nous disons qu'au fur et à mesure que les progrès de la science et de la technique permettent d'augmenter la production et la productivité du travail, il est possible et nécessaire d'assurer à la fois l'essor de l'économie et le relèvement continu du niveau de vie de tous les travailleurs, grâce notamment au relèvement des salaires et à la réduction du temps de travail ». M. Waldeck Rochet dit, et il se félicite : « ... il apparaît qu'une entente peut être trouvée (avec la F.G.D.S.) sur les problèmes économiques et sociaux ».

Ainsi, alors que Marx et Engels jugeaient il y a plus d'un siècle que l'économie anglaise était mûre pour la destruction des rapports capitalistes, aujourd'hui, où les forces productives sont infiniment plus grandes et se révoltent violemment contre la forme capitaliste, ces messieurs du P.C.F. veulent éterniser les rapports actuels, éterniser le rapport entre capital et travail salarié ; et faire dépendre des progrès de la productivité la vie des travailleurs !

Ils nous promettent que tout augmentera « à la fois » : la productivité du travail et le niveau de vie ; autrement dit, que plus on sera exploité, plus on sera heureux. Mais en réalité, ils savent très bien qu'on ne pourra pas faire tout à la fois ; qu'il faut choisir ; et qu'évidemment on assurera d'abord l'essor de l'économie. Qu'il faudra donc « produire d'abord, revendre ensuite », comme d'habitude, n'est-ce pas ? Allons, retournons nos manches. Plus tard, quand (mais quand ?) le Capital sera rassasié, on rassasiera les travailleurs.

Bien sûr que les bourgeois sont d'accord : c'est ce qu'ils ont toujours dit. Et si le P.C.F. réussit cette fois encore à faire avaler cette blague aux ouvriers, il aura, une fois de plus, bien mérité de la patrie !

Quant à nous, communistes, nous ferons notre possible pour aider les prolétaires à comprendre à travers leurs luttes qu'aucune amélioration sérieuse ne peut être obtenue tant qu'ils n'attaquent pas en tant que classe, avec leurs moyens et dans des buts de classe, les fondements mêmes de la société capitaliste.

Voilà la réponse de Marx, Engels et Lénine, voilà la réponse du parti révolutionnaire aux « problèmes de notre temps ».

# Les solutions de la C.G.T.

(Suite de la page 2)

Elle offrira eux ingénieurs, cadres et techniciens, employés et ouvriers, un cadre nouveau pour donner la pleine mesure de leur savoir et de leurs connaissances ». C'est à parler clair : quand les responsables syndicaux auront retrouvé dans les conseils d'administration des entreprises nationalisées les fauteuils qu'ils occupaient déjà durant l'éphémère idylle tripartite de 1945, ils pourront encore et mieux qu'à cette époque, inviter les ouvriers à « retrousser-les-manches, à « donner toute la mesure de leur savoir » !

En attendant, les promesses ne leur coûtent rien : « la gestion démocratique fait de la prise en considération des revendications sociales une donnée du développement de l'entreprise, alors que celui-ci est présentement basé sur l'exploitation ». On devine à quel discours s'adresse : les bourgeois et hommes d'affaires dont il faut capter la confiance et l'appui électoral savent pertinemment ce que parler veut dire. Dites toujours, messieurs de la C.G.T., pensent-ils ; Régalez vos syndiqués de l'espoir gratuit d'une « élévation du niveau de vie » par « l'élargissement du marché intérieur ». Vous et vos amis ne viendrez au pouvoir qu'avec les vaches maigres, quand il faudra, avant tout, tenir sur le marché international. Vous aurez bien autre chose à faire alors que d'augmenter les salaires pour redonner un peu d'oxygène à la consommation interne. En parler aujourd'hui, ça n'engage à rien et, de toute façon, dans votre contexte, cela maintient la classe ouvrière dans l'ornière du productivisme et de la discipline nationale, et c'est toujours autant de pris.

Paradoxalement d'ailleurs, le point 71 avance un argument exactement opposé à celui des points précédents. On disait que les monopoles, contraints par les exigences actuelles à la reconversion et à la concentration, étaient, de par là même, « conduits... à accentuer considérablement l'exploitation de toutes les catégories de travailleurs » (points 19 et 22 examinés dans notre précédent article). On leur reproche maintenant de se montrer « incapables d'assurer le développement de leurs entreprises » et de devoir « avec l'intervention de l'Etat, faire financer les investissements nécessaires » (point 71). Qu'on réétudie une seconde aux monstruosités théoriques que ces messieurs font avaler à la classe ouvrière : si des entreprises capitalistes sont incapables d'autofinancement, si elles ne peuvent y suppléer avec l'aide de l'Etat, c'est parce que la masse de profit qu'elles extorquent à leurs ouvriers est encore insuffisante en regard des « reconversions » que la C.G.T., pour sa part, estime nécessaires. En d'autres termes, ce que la C.G.T. leur reproche, c'est de n'avoir pas de profits assez élevés, de ne pas savoir exploiter efficacement leurs ouvriers !

Quoi qu'il en soit de la carence bourgeoise en ce domaine, ce qui est frappant dans le programme de la C.G.T., c'est qu'elle constitue pour ses chefs la principale, sinon la seule justification de la nécessité du socialisme. Les capitalistes, écrivent-ils « font du même coup la démonstration qu'ils ont perdu tout prétexte à la propriété des moyens de production et la fonction de classe dirigeante ». Donc, « le capitalisme a largement fait son temps, il doit faire place à une société nouvelle. La classe ouvrière est preneur de la succession » (point 72). On se doute bien que des défenseurs aussi acharnés de la production et de la grandeur nationale ne sauraient songer un instant, pour ériger cette « société nouvelle », à abattre l'Etat bourgeois, le salariat et l'accumulation du capital. A la C.G.T. il suffit, pour être sur la bonne voie du socialisme, de « mettre fin au pouvoir personnel », d'appliquer « un véritable plan économique et social démocratiquement élaboré », d'obtenir « la participation des travailleurs et de leurs organisations syndicales à la gestion des nationalisations existantes et à venir ».

Sur le but et la portée de cette « participation », le texte ne nous laisse pas davantage d'illusions : « Elle permettra à la fois d'assurer et de garantir un développement de l'activité des entreprises nationalisées conforme aux besoins de la nation ».

Elle offrira eux ingénieurs, cadres et techniciens, employés et ouvriers, un cadre nouveau pour donner la pleine mesure de leur savoir et de leurs connaissances ». C'est à parler clair : quand les responsables syndicaux auront retrouvé dans les conseils d'administration des entreprises nationalisées les fauteuils qu'ils occupaient déjà durant l'éphémère idylle tripartite de 1945, ils pourront encore et mieux qu'à cette époque, inviter les ouvriers à « retrousser-les-manches, à « donner toute la mesure de leur savoir » !

En attendant, les promesses ne leur coûtent rien : « la gestion démocratique fait de la prise en considération des revendications sociales une donnée du développement de l'entreprise, alors que celui-ci est présentement basé sur l'exploitation ». On devine à quel discours s'adresse : les bourgeois et hommes d'affaires dont il faut capter la confiance et l'appui électoral savent pertinemment ce que parler veut dire. Dites toujours, messieurs de la C.G.T., pensent-ils ; Régalez vos syndiqués de l'espoir gratuit d'une « élévation du niveau de vie » par « l'élargissement du marché intérieur ». Vous et vos amis ne viendrez au pouvoir qu'avec les vaches maigres, quand il faudra, avant tout, tenir sur le marché international. Vous aurez bien autre chose à faire alors que d'augmenter les salaires pour redonner un peu d'oxygène à la consommation interne. En parler aujourd'hui, ça n'engage à rien et, de toute façon, dans votre contexte, cela maintient la classe ouvrière dans l'ornière du productivisme et de la discipline nationale, et c'est toujours autant de pris.

Contre l'inévitable crise économique, la seule garantie des classes dirigeantes, c'est en effet la passivité de la classe ouvrière, son incapacité de sortir d'une position sociale de simple catégorie de la production capitaliste, son impuissance à agir comme facteur révolutionnaire, comme prolétariat. Or, non seulement la C.G.T. œuvre pratiquement à maintenir cette impuissance, mais elle pousse le cynisme jusqu'à la théoriser. Ainsi écrit-elle dans le point 56, que, dans le « régime de démocratie réelle » auquel elle aspire, « les masses populaires et en premier lieu (sic) la classe ouvrière auront la possibilité d'exercer une influence légitime sur l'élaboration et la conduite de la politique du pays et d'y défendre ses intérêts ». A cette formule scélérate, nous opposons ce que le marxisme a toujours affirmé, à savoir que les intérêts de la classe ouvrière sont incompatibles avec ceux des autres classes, qu'elle ne peut « les défendre » qu'au détriment des intérêts capitalistes et que le capital ne peut défendre les siens qu'en foulant aux pieds ceux du prolétariat. La classe ouvrière vit du salaire ; la bourgeoisie capitaliste du profit. Ou le prolétariat détruit le profit, ou le profit ruine le salaire. Toute autre alternative est trahison des intérêts tant immédiats qu'historiques du prolétariat.

(A suivre)

## Nouvelles religieuses

« Une importante manifestation contre le chômage et pour la relance économique en général a lieu ce lundi à Lens », lisons-nous dans « Le Monde » du 12 mars 1968.

« Elle est organisée par le Comité d'Expansion économique, auquel se sont joints tous les syndicats, les représentants de tous les cultes, les municipalités de la région, les unions locales de commerçants... Après un meeting, un cortège ayant à sa tête les responsables, les parlementaires, conseillers généraux et maires, ceints de leur écharpe, parcourra les rues de Lens en contournant la sous-préfecture qui sera ainsi symboliquement « encerclée » par les manifestants. »

Il ne manque que la fanfare et les enfants de Marie ! Pour lutter contre la misère, ces manifestations où toutes les classes se mêlant, sont aussi efficaces que les processions de Saint-Médard pour faire pleuvoir ; leur objectif véritable est de noyer la révolte des prolétaires dans l'union sacrée des revendications bourgeoises. Pour améliorer leur sort, les prolétaires doivent lutter en tant que classe, pour leurs buts de classe, par leurs armes réelles et non « symboliques » de classe. Contre toutes les illusions démocratiques bourgeoises, il faudra bien que les prolétaires retrouvent cette vérité de classe !

Directeur - Gérant  
GAMBINI

B. P. 375 Marseille-Colbert

IMPRIMERIE « LINO - IMP. »  
3 et 5 boulevard Desplaces  
M A R S E I L L E (X<sup>e</sup>)

Distribué par les N.M.P.P.

### SOUSCRIPTION PERMANENTE

1968

Liste N° 3

Paris, 105,35 ; Coradi, 50 ; Dominique G., 5 ; M.M., 5 ; Giovanni la Pipe, 10 ; Mario, 10 ; En mémoire de Perrone et Zecchini, Dé-dé et Pluto, 20 ; Jacques E., 15,70 ; S. 10 ; Bernard, 10 ; Antoine, 10 ; Georges G., 50 ; Gérard, 4,40 ; R. et R., 40 ; Lucien, 10 ; Jef, 10 ; Alain, 20 ; Emile, 12 ; François, 10 ; Dominique, 10 ; Jeannot, 10 ; Laurent, 10 ; Michel, 10 ; Gérard, 2, 4, 50.

Francs

Total liste N° 3 ..... 411,95  
Total précédent ..... 2.644,48

Total général ..... 3.056,43